

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BTP BANQUE

Banque de Bâtiment et de Travaux Publics.
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 66 500 000 euros.
Siège social : 48, rue La Pérouse - CS 51686 - 75773 - PARIS CEDEX 16.
339 182 784 R.C.S. Paris.
SIRET 339 182 784 00845.

Comptes annuels au 31 décembre 2016.

I. — Bilan et hors-bilan. (En milliers d'euros.)

Actif	Exercice au 31/12/16	Exercice au 31/12/15
Caisse, banques centrales, CCP	7 839	7 104
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	479 351	472 018
A vue	291 789	258 051
A terme	187 562	213 967
Opérations avec la clientèle	648 951	588 206
Créances commerciales	161 621	156 659
Autres concours à la clientèle	453 885	400 744
Concours ordinaires débiteurs	33 445	30 803
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	66 152	65 363
Participations et autres titres détenus à long terme	5 244	5 171
Parts dans les entreprises liées	17 413	19 149
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	114	114
Immobilisations corporelles	2 933	2 672
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	18 684	22 514
Comptes de régularisation	7 534	4 295
Total de l'actif	1 254 215	1 186 606

Passif	Exercice au 31/12/16	Exercice au 31/12/15
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	5 983	1 459
A vue	4 559	1 459
A terme	1 424	0
Opérations avec la clientèle	1 023 399	955 573
Comptes d'épargne à régime spécial	12 292	14 480
A vue	11 849	14 010
A terme	443	470
Autres dettes	1 011 107	941 093
A vue	975 353	870 680
A terme	35 754	70 413
Dettes représentées par un titre	31 124	37 886

Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	31 124	37 886
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs	16 731	15 872
Comptes de régularisation	14 332	16 785
Provisions pour risques et charges	20 252	20 387
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 950	1 950
Capitaux propres hors FRBG	140 723	136 694
Capital souscrit	63 000	61 000
Primes d'émission	14 467	12 247
Réserves	55 221	54 820
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées & subventions d'investissement	0	223
Report à nouveau (+/-)	13	394
Résultat en instance d'approbation (+/-)	0	0
Résultat de l'exercice (+/-)	8 022	8 010
Total du passif	1 254 494	1 186 606

Hors-bilan	Exercice au 31/12/16	Exercice au 31/12/15
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	24 861	21 701
Engagements de garantie :		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	15 278	17 455
Engagements d'ordre de la clientèle	2 292 375	2 163 980
Engagements sur titres :		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
Engagements reçus d'établissements de crédit	5	0
Engagements de garantie :		
Engagements reçus d'établissements de crédit	258 358	248 566
Engagements reçus de la clientèle	13 975	11 681
Engagements sur titres :		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

II. — Compte de résultat publiable.

(En milliers d'euros.)

		31/12/16	31/12/15
	Produits et charges d'exploitation bancaire :		
+	Intérêts et produits assimilés	+ 42 447	+ 42 824
	+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	5 903	6 646
	+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	35 825	36 027
	+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		
	+ Autres intérêts et produits assimilés	718	150
-	Intérêts et charges assimilées	- 1 536	- 2 595
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	74	220
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	843	1 646

	- Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	619	730
	- Autres intérêts et charges assimilées		
	+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
	- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
	+ Produits sur opérations de location simple		
	- Charges sur opérations de location simple		
+	Revenus des titres à revenu variable	+ 1 793	+ 1 074
+	Commissions (produits)	+ 18 629	+ 15 555
-	Commissions (charges)	- 441	- 416
+/-	Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation	1	
	+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur titres de transaction		
	+/- Solde en bénéfice/perte des opérations de change	1	
	+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur instruments financiers		
+/-	Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	57	- 60
+	Autres produits d'exploitation bancaire	+ 800	+ 99
	+ Produits sur opérations de promotion immobilière		
	+ Autres produits	800	99
-	Autres charges d'exploitation bancaires	- 630	- 367
	- Charges sur opérations de promotion immobilière		
	- Autres charges	630	367
+/-	Produit net bancaire	61 120	56 114
-	Charges générales d'exploitation	- 45 158	- 42 598
	- Frais de personnel	18 677	19 806
	- Autres frais administratifs	26 481	22 792
-	Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 363	- 329
+/-	Résultat brut d'exploitation	15 598	13 187
-	Coût du risque	- 4 252	- 5 023
+/-	Résultat d'exploitation	11 347	8 163
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	- 116	55
	+/- Gains ou pertes sur actifs corporels et incorporels		
-	+/- Gains ou pertes sur immobilisations financières	- 116	55
+/-	Résultat courant avant impôt	11 231	8 218
+/-	Résultat exceptionnel		
-	Impôt sur les bénéfices	- 3 432	- 2 451
+/-	Dotations/reprises des FRBG et provisions réglementées	223	2 244
	+/- Dotations/reprises des FRBG		2 000
	+/- Dotations/reprises provisions réglementées	223	244
+/-	Résultat de l'exercice	8 022	8 010

III. — Soldes intermédiaires de gestion.

(En milliers d'euros.)

		Au 31/12/16	Au 31/12/15
+	Produits nets d'intérêts	40 911	40 229
+/-	Revenus des titres à revenu variable	1 793	1 074
+	Commissions nettes	18 188	15 139
+	Résultat des portefeuilles de négociation et de placement	58	- 60
+	Autres produits nets d'exploitation	170	- 268
+/-	Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		
=	Produit net bancaire	61 120	56 114
-	Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	45 521	42 927
	Frais de personnel	18 677	19 806
	Autres frais administratifs	26 481	22 792

	Dotations aux amortissements	363	329
=	Résultat brut d'exploitation	15 598	13 187
+/-	Coût du risque	- 4 252	- 5 023
=	Résultat d'exploitation	11 346	8 163
+/-	Résultat net des actifs immobilisés	- 117	55
=	Résultat courant avant impôt	11 231	8 218
+/-	Résultat exceptionnel		
+/-	Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		
-	Impôt sur les bénéfices	- 3 432	- 2 451
+/-	Dotation/reprise de FRBG et provisions règlementées	223	2 244
=	Résultat net	8 022	8 010

IV. — Annexe aux comptes sociaux.

BTP Banque est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 63 000 000 euros, détenue à 99,98 % par Crédit Coopératif et intégrée dans son périmètre de consolidation ; à ce titre, elle est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés à son niveau.

I. Evénements significatifs.

Le 24 mai 2016, l'AGM de BTP Banque a offert la possibilité à ses actionnaires de recevoir leur dividende (relatif à la distribution du résultat de l'exercice 2015) en numéraire ou en titres.

En juin 2016 le Crédit Coopératif a opté pour une souscription de 199 976 actions, et un actionnaire personne physique pour une souscription de 24 actions, portant ainsi le capital de BTP Banque à 63 000 000,00 € et générant l'enregistrement d'une prime d'émission de 2 220 000,00 €.

Migration informatique : En avril 2016, le Conseil d'administration du Crédit Coopératif fixait de façon ferme la date de la migration à mai 2018.

Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture.

II. Règles et méthodes comptables.

Les comptes individuels annuels sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.1 Changement de méthode et changement d'estimation. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2016.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

2.3 Conversion des opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les actifs, passifs et engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change officiel à la date d'arrêté.

Les gains et les pertes de change latents ou définitifs sont portés au compte de résultat.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

2.4 Bilan actif :

— Opérations avec les établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues sur des établissements de crédit au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nettes des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

— Opérations avec la clientèle : Les créances sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

– Définition et classification des créances :

- Risque de crédit : existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits.

- Risque de crédit avéré : probabilité que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution, et association de cette probabilité de perte à l'une des situations suivantes :

- * un ou plusieurs impayés depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales,
- * la situation financière dégradée de la contrepartie,
- * l'existence de procédures contentieuses entre l'établissement et la contrepartie.

- Créances saines : classification comptable des encours qui correspondent à une relation commerciale normale, hors de tout risque de crédit avéré.

- Créances douteuses : classification comptable des encours porteurs d'un risque de crédit avéré.

- Créances douteuses compromises : encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels un passage en perte à terme est envisagé. Ils doivent faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié.

- Créances restructurées : tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, lors de la restructuration d'une créance est constaté en perte. La décote, représentant l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration, est enregistrée en coût du risque.

Le risque de non recouvrement des flux à encaisser, subsistant après une restructuration, fait l'objet d'une dépréciation s'ajoutant à la décote. Aucun contrat n'a fait l'objet de restructuration au cours de l'exercice.

– Encours douteux : L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

– Segmentation des créances douteuses : La segmentation des encours douteux et des encours douteux compromis est établie sur la même base que celle des encours bruts globaux, par types de contreparties : sociétés non financières, entrepreneurs individuels, particuliers, administrations privées, administrations publiques, autres clientèles.

– Règles relatives aux créances douteuses : D'une manière générale, les encours douteux sont identifiés au moyen d'attributs et les encours douteux compromis font l'objet d'un enregistrement dans des comptes spécifiques.

Le classement, pour une contrepartie donnée, d'un encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité des encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Cette règle ne concerne ni les encours affectés de litiges ponctuels non liés à l'insolvabilité de la contrepartie, ni le risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, l'établissement examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble ou une partie des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Le retour en encours sain correspond à la reprise d'une relation commerciale normale, constatée lorsque les paiements sont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Une créance inscrite en encours douteux est classée en encours douteux compromis :

- à la échéance du terme ou à la clôture des relations notifiée selon le contrat dans le cas des créances à durée indéterminée,
- un an après sa classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Dès lors que l'irrécouvrabilité est avérée, la créance est passée par pertes, que la dépréciation ait été préalablement constatée ou non.

– Prise en compte des instruments de réduction des risques : Les mécanismes de réduction des risques de crédit résultent :

- d'une orientation en matière de crédits à court terme privilégiant les concours adossés (escompte commercial et cessions de créances professionnelles),
- de la mise en œuvre effective d'un audit de second niveau, exécuté par la direction des engagements,
- de partenariats avec des sociétés d'assurance partageant les risques d'engagements par signature ou des associations mutualistes partageant les risques de crédits à moyen et long terme,
- de la sélection de garanties réelles (hypothèques, nantissements, gages) voire de garanties données par des collectivités locales.

– Règles relatives aux dépréciations : Les encours douteux donnent lieu à dépréciations des créances douteuses ou à constitution de provisions pour risques à hauteur des pertes probables et compte tenu des garanties dont la banque est amenée à bénéficier.

Ces dépréciations sont calculées après analyse individuelle de chacun des dossiers douteux et déterminées selon une fréquence trimestrielle. Des provisions pour risques sont constatées au passif du bilan pour les risques clientèle non affectés ainsi que pour les engagements hors-bilan.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les provisions incluent l'actualisation des flux futurs attendus sur chacun des contrats. Les reprises de dépréciations consécutives à la désactualisation sont inscrites en produit net bancaire.

Les intérêts sur encours douteux comptabilisés sont intégralement dépréciés ; les intérêts sur encours douteux compromis ne sont plus comptabilisés.

— Titres :

– Titres de placement : Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 4 du règlement n° 88-02 du CRB, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

– Titres de participation : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

– Autres titres détenus à long terme : Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

– Reclassement d'actifs financiers : Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « Les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1^{er} juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

— Immobilisations :

– Immobilisations corporelles et incorporelles : Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

– Immobilisations corporelles d'exploitation : Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	N A
Façades non destructibles	N A
Façades/couverture/étanchéité	20-40 ans
Fondations/ossatures	30-60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

– Immobilisations incorporelles : Il s'agit du fonds de commerce. Il n'y a pas de dépréciation sur ce poste.

2.5. Bilan passif :

— Dettes représentées par un titre : Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

— Provisions : Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06.

— Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme : Les engagements de BTP Banque concernent les régimes suivants :

- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités,
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation de l'Autorité des normes comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements.

(cf. annexe 50 ci-dessous).

— Fonds pour risques bancaires généraux : Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

2.6. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.7 Revenus des titres. — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres super subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de Fonds propres prudentiels « Tier 1 ». Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.8. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités d'alimentation du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n° 2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts.

Le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes dépôts, cautions et titres représente 1 449 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 463 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 727 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds deviendra un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les Etats membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution. Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2016, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2016. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 283 milliers d'euros dont 240 milliers d'euros comptabilisés en charge et 42 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 75 milliers d'euros.

III. Informations sur les postes : bilan, hors-bilan et compte de résultat.

Bilan	Notes de 01 à 36
Hors-bilan	Notes de 37 à 41
Compte de résultat	Notes de 42 à 54

IV. Autres informations.

4.1. Effectifs. — Les effectifs moyens du personnel en activité au cours de l'Exercice 2016 s'élèvent à :

Employés	96
Cadres	145
Total	241

4.2. Intéressement. — Un nouvel accord d'intéressement a été signé par BTP Banque le 30 juin 2016, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2016. En application de cet accord, une charge a été enregistrée en frais de personnel.

4.3. Rémunérations, avances, crédits et engagements au bénéfice des organes d'Administration et de Direction :

Montant global des rémunérations et engagements en matière de retraite alloués au titre de l'Exercice 2016 :	
Aux organes d'administration	161 m€
Aux organes de direction	489 m€
Montant global des avances et crédits accordés en 2016 :	
Aux organes d'administration	540 m€
Aux organes de direction	Néant

4.4. Honoraires des Commissaires aux comptes (selon décret n° 1487 du 30 décembre 2008) :

(En milliers d'euros.) (1)	KPMG				SOFIDEEC			
	Exercice 2016		Exercice 2015		Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit :								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	47	100	42	100	36	100	48	100

Autres diligences et prestations directement liées à la mission des commissaires aux comptes	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	47	100	42	100	36	100	48	100

(1) Les montants portent sur les prestations figurant au compte de résultat de l'exercice y compris notamment la TVA non récupérable.

4.5. Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi. — Le CICE perçu par BTP Banque au titre des rémunérations versées en 2015 s'élève à 243 m€.

Le CICE perçu sur le périmètre de l'U.E.S. qui regroupe Crédit Coopératif, BTP Banque et Ecofi-Investissements, est de 1 874 m€.

Pour BTP Banque le montant a été affecté à des actions de formation pour 6 m€, et à la modernisation du réseau physique pour 284 m€.

4.6. Implantation dans les pays non coopératifs. — Au 31 décembre 2016, BTP Banque n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

4.7. Opérations avec les parties liées. — Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

Annexe 1. – Banque centrale, CCP, effets publics et créances interbancaires.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Caisse, banques centrales, CCP	7 839	7 104
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	479 351	472 018
A vue	291 789	258 051
A terme	183 499	208 987
Créances douteuses nettes		0
Provisions pour risques pays affectées		0
Valeurs non imputées		0
Créances rattachées	4 063	4 980
Total	487 190	479 122
Dont entreprises liées	475 974	19 008
Dont réseau BPCE		
A vue	2 027	2 027
A terme		

Annexe 2. – Ventilation par durée restant à courir.

(En milliers d'euros.)	< 3 mois	3 mois <D< 1 an	1 an <D< 5 ans	> 5 ans	Non ventilés	Total à terme
Actif :						
Effets publics et valeurs assimilées						
Créances sur établissements de crédit	480 398	15 074	89 490	70 532		655 494
Créances sur la clientèle	166 812	47 347	210 844	163 204		588 206
Créances de crédit-bail						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Total	647 210	62 420	300 334	233 736	0	1 243 700
Passif :						
Dettes sur établissements de crédit	5 983					5 983
Dettes sur la clientèle	998 021	14 166	10 424	787		1 023 398
Dettes représentées par un titre	1 505	6 750	22 869			31 124
Emprunts subordonnés						
Total	1 005 509	20 916	33 293	787	0	1 060 505

Annexe 3. – Détail des effets publics.

(En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Montants bruts			0				0	
Dépréciations								
Créances rattachées			0				0	
Total								

Annexe 4. – Créances saines interbancaires.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes et prêts	291 789	183 499	475 288	258 051	208 987	467 038

Prêts financiers						
Valeurs reçues en pension livrée						
Titres reçus en pension livrée						
Prêts subordonnés à durée déterminée						
Prêts subordonnés à durée indéterminée						
Total	291 789	183 499	475 288	258 051	208 987	467 038

Annexe 5. – Opérations avec la clientèle - Actif.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs	27 043	25 878
Créances commerciales	135 861	128 699
Autres concours à la clientèle	438 848	385 271
Créances restructurées	30	0
Créances restructurées reclassées en sains	639	0
Créances rattachées et valeurs non imputées	1 255	1 281
Créances douteuses nettes	46 223	47 078
Dépréciations pour risques pays affectées		
Prêts subordonnés		0
Total	649 899	588 207

Annexe 6. – Détail des autres concours à la clientèle.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Crédits à l'exportation	3	4
Crédits de trésorerie et de consommation	21 613	21 101
Crédits à l'équipement	376 032	326 608
Crédits à l'habitat	40 278	37 408
Autres crédits à la clientèle	709	150
Valeurs reçues en pension	0	
Titres reçus en pension	0	
Prêts subordonnés	213	0
Total	438 848	385 271

Annexe 7. – Crédit-bail mobilier et location simple.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Crédit-bail mobilier	Location simple	Total	Crédit-bail mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle (encours financier)	0	0	0	0	0	0
Biens temporairement non loués	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Encours douteux nets	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Annexe 8. – Evolution des opérations de crédit-bail et assimilées.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	2016
Crédit-bail				
Valeurs brutes des immobilisations	0	0	0	0
Amortissements	0	0	0	0
Provisions article 29	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Annexe 9. – Ventilation des encours par agents économiques.

(En milliers d'euros.)	2016						
	Ets de crédit	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Adm. privées	Adm. publiques et séc. sociale	Autres

Opérations sur établissements de crédit	479 351							479 351
Opérations sur clientèle et crédit-bail :								
Encours sains		549 870	691	21 720	16 862	13 114	0	602 258
Créances douteuses		79 504	101	1 847	86	0	0	81 538
Non compromises		77 589	98	1 802	84	0	0	79 574
Compromises		1 915	2	44	2	0	0	1 964
Dépréciations créances douteuses/biens		- 34 434	- 44	- 800	- 37	0	0	- 35 315
Non compromises		- 2 503	- 3	- 58	- 3	0	0	- 2 567
Compromises		- 31 931	- 40	- 742	- 35	0	0	- 32 747
Dont								
Créances subordonnées								
Créances douteuses subordonnées								
Dépréciations créances douteuses subordonnées								
Créances sur crédit-bail								0
Créances douteuses sur crédit-bail								0
Dépréciations créances douteuses sur crédit-bail								0
Dépréciations créances sur crédit-bail								0
Opérations sur titres :								
Créances sur titres à revenu fixe								
Créances douteuses sur titres								
Dépréciations créances douteuses sur titres								

(En milliers d'euros.)	2015							
	Ets de crédit	Sociétés non financières	Entrepreneurs individuels	Particuliers	Adm. privées	Adm. publiques et séc. sociale	Autres	Total
Opérations sur établissements de crédit	472 018							472 018
Opérations sur clientèle et crédit-bail :								
Encours sains		485 319	562	22 161	19 955	13 023	0	541 020
Créances douteuses		77 019	96	1 756	82	0		78 953
Non compromises		27 328	34	623	29	0	0	28 014
Compromises		49 692	62	1 133	53	0		50 939
Dépréciations créances douteuses		- 31 091	- 39	- 709	- 33	0	0	- 31 872
Non compromises		- 2 374	- 3	- 54	- 3	0	0	- 2 434
Compromises		- 28 717	- 36	- 655	- 31	0	0	- 29 439
Dont								
Créances subordonnées								
Créances douteuses subordonnées								
Dépréciations créances douteuses subordonnées								
Créances sur crédit-bail								
Créances douteuses sur crédit-bail								
Dépréciations créances douteuses sur crédit-bail								
Dépréciations créances sur crédit-bail								
Opérations sur titres								
Créances sur titres à revenu fixe								
Créances douteuses sur titres								
Dépréciations créances douteuses sur titres								

Annexe 10. – Portefeuille titres.

(En milliers d'euros.)	2016					2015				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Obligations et assimilés :										
Valeurs brutes		0	0		0		0	0		0
Dépréciation		0	0		0		0	0		0

Valeurs nettes									0
Actions et assimilés :									
Montants bruts		64 656		1 500	66 156		63 923	1 500	65 423
Dépréciation		0		- 4	- 4		- 57	- 4	- 60
Valeurs nettes		64 656		1 496	66 152		63 867	1 496	65 363
Total		64 656		1 496	66 152		63 867	1 496	65 363

(En milliers d'euros.)	2016					
	Valeur brute comptable	Valeur au prix de marché	Valeur de remboursement	Plus Value latente	Moins Value latente	Dépréciation
Titres de placement & de l'activité de portefeuille (hors titres prêtés) :						
Titres à revenu fixe	0				0	0
Titres à revenu variable	66 156	67 931		1 779	4	4
Titres d'investissement (hors titres prêtés)	0				0	0

Annexe 11. – Obligations et autres titres à revenu fixe.

(En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes :								
Titres cotés :								
Emis par des organismes publics	0	0	0				0	
Autres émetteurs	0	0	0				0	
Titres non cotés :								
Emis par des organismes publics	0	0	0				0	
Autres émetteurs	0	0	0			0	0	
Titres prêtés	0	0	0					
Titres empruntés	0	0	0					
Créances douteuses	0	0	0			0	0	
Créances rattachées	0	0	0			0	0	
Sous-total valeurs brutes								
Dont titres subordonnés								
Dépréciations et provisions								
Dépréciations sur créances douteuses		0	0			0	0	
Dépréciation		0	0			0	0	
Provisions pour risques pays								
Sous-total provisions								
Total								

Annexe 12. – Actions et autres titres à revenu variable.

(En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Valeurs brutes :								
Titres cotés :								
OPCVM de capitalisation								
Autres OPCVM								
Autres titres								
Titres non cotés :								
OPCVM de capitalisation								
Autres OPCVM		64 656		64 656		63 923		63 923
Autres titres		0	1 500	1 500			1 500	1 500
Créances rattachées								
Sous-total valeurs brutes		64 656	1 500	66 156		63 923	1 500	65 423
Dépréciations :								
Sur titres cotés								
Sur titres non cotés		0	- 4	- 4		- 57	- 4	- 60
Sur actions propres								
Sous-total provisions			- 4	- 4		- 57	- 4	- 60
Total		64 656	1 496	66 152		63 866	1 496	65 363

Annexe 13. – Evolution des titres d'investissement.

(En milliers d'euros.)	2015	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décote/surcote	Transferts	Autres variations	2016
Effets publics :									
Valeur brute	0					0			
Résultat des cessions réalisées									
Obligations et autres TRF :									
Valeur brute	0					0			
Résultat des cessions réalisées									

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

Annexe 14. – Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Immobilisations financières brutes	22 773	24 320
Dépréciations	- 116	0
Immobilisations financières nettes	22 657	24 320
Ecart de conversion	0	0
Créances rattachées et autres		
Total	22 657	24 320

Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable.

Dénomination	Siège	Forme juridique
GIE USCC	Nanterre	GIE
SCI Crédit Coopératif	Nanterre	SCI
SCI Saint Denis	Nanterre	SCI

Annexe 15. – Evolution des titres de participation et assimilés.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	Conversions	Autres variat.	2016
Valeurs brutes :						
Participations et autres titres détenus à long terme	5 171	307	- 119			5 360
Parts dans les entreprises liées	19 149	1 180	- 2 915			17 414
Parts de sociétés civiles immobilières						
Sous-total	24 320	1 487	- 3 034			22 773
Dépréciation :						
Participations et autres titres à long terme	0		- 116			- 116
Parts dans les entreprises liées	0					
Parts de sociétés civiles immobilières	0					
Sous-total	0		- 116			- 116
Immobilisations financières nettes	24 320	1 487	- 3 150			22 658

Annexe 16. – Immobilisations corporelles et incorporelles.

(En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Valeurs nettes
Immobilisations d'exploitation :								
Immobilisations incorporelles	114	0	0	114	114	0	0	114
Immobilisations corporelles	4 035	- 1 103	0	2 933	3 410	- 739	0	2 671
Sous-total	4 149	- 1 103	0	3 046	3 524	- 739	0	2 785
Immobilisations hors exploitation	0	0	0		0	0	0	0
Total	4 149	- 1 103		3 046	3 524	- 739		2 785

Annexe 17. – Evolution des immobilisations d'exploitation et hors exploitation.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	Autres	2016
Valeurs brutes :					
Immobilisations incorporelles d'exploitation :					
Droits au bail et fonds commerciaux		114			114
Logiciels					
Autres					

Sous-total	114				114
Immobilisations corporelles d'exploitation :					
Terrains					
Constructions	1 876	420			2 296
Parts de SCI	193				193
Autres	1 342	403	- 198		1 547
Sous-total	3 412	823	- 198	0	4 036
Immobilisations hors exploitation					
Amortissements et dépréciations :					
Immobilisations incorporelles d'exploitation					
Droits au bail et fonds commerciaux :					
Logiciels					
Autres					
Immobilisations corporelles d'exploitation :					
Terrains					
Constructions	293	192			485
Autres	447	171			617
Sous-total	739	363			1 103
Immobilisations hors exploitation					

Annexe 18. – Immobilisations corporelles d'exploitation - ventilation des constructions.

(En milliers d'euros.)	2016		
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Constructions :			
Façades non destructibles			
Façades/couverture/étanchéité			
Fondations/ossatures	29	- 2	28
Ravalement			
Equipements techniques	909	- 159	750
Invest-Eq Techn-entretien/réparation			
Aménagements intérieurs	1 352	- 325	1 028
Total	2 291	- 485	1 806

Annexe 19. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Autres actifs et emplois divers	18 684	22 514
Comptes de régularisation	7 534	4 295
Total	26 218	26 809

Annexe 20. – Autres actifs et emplois divers.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Instruments conditionnels achetés	0	0
Règlement d'opérations sur titres	1 221	944
Promotion immobilière	0	0
Autres stocks et emplois divers	0	0
Débiteurs divers	17 463	17 029
Créances sociales et fiscales	0	4 541
Créances douteuses nettes	0	0
Créances rattachées	0	0
Total	18 684	22 514

Annexe 21. – Comptes de régularisation - Actif.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes d'encaissement	1 347	1 176
Comptes d'ajustement	0	0
Comptes d'écart	0	0
Pertes potentielles sur contrats de couverture non dénoués	0	0
Pertes potentielles sur contrats de couverture dénoués	0	0
Charges constatées d'avance	15	21
Produits à recevoir	886	667
Primes d'émission restant à étaler	0	0
Autres charges à répartir	0	0
Autres comptes de régularisation	5 285	2 431
Total	7 534	4 295

Annexe 22. – Banque centrale, CCP et dettes sur établissements de crédit.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Banques centrales, CCP	0	0
Comptes et emprunts		
A vue	4 559	1 459
A terme	1 424	0
Autres sommes dues	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	5 983	1 459
Dont entreprises liées	4 530	1 432
Dont réseau Banques Populaires		
A vue		
A terme		

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

Annexe 23. – Détail des ressources interbancaires.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 559		4 559	1 459		1 459
Comptes et emprunts	0	1 424	1 424			
Valeurs données en pension livrée						
Titres donnés en pension livrée						
Total	4 559	1 424	5 983	1 459		1 459

Annexe 24. – Opérations avec la clientèle - Passif.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes et emprunts		
A vue	914 928	810 792
A terme	34 960	68 758
Dépôts de garantie	0	0
Autres sommes dues	72 273	73 897
Dettes rattachées	1 237	2 126
Total	1 023 398	955 573

Annexe 25. – Détail des comptes de la clientèle - Passif.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	11 849	443	12 292	14 009	471	14 480
Livret A	2 977		2 977	3 044		3 044
PEL/CEL	24	355	379	20	349	369

Autres compte d'épargne à régime spécial	8 848	88	8 936	10 944	123	11 067
Comptes et emprunts	903 079	34 517	937 596	796 783	68 287	865 070
Emprunts auprès de la clientèle financière			0			0
Valeurs données en pension livrée						
Titres donnés en pension livrée			0			0
Total	914 928	34 960	949 888	810 791	68 759	879 550

Annexe 26. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire	0	0
Titres de créances négociables	30 769	37 411
Dont : souscrits par des établissements de crédit	0	0
Dont : souscrits par la clientèle financière	0	1 500
Dont : souscrits par la clientèle	30 769	35 911
Obligations émises	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	355	475
Total	31 124	37 886

Annexe 27. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Autres passifs	16 732	15 873
Comptes de régularisation	14 329	16 785
Total	31 061	32 658

Annexe 28. – Autres passifs.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Instruments conditionnels vendus	0	0
Règlement d'opérations sur titres	38	711
Impôts différés passifs	0	0
Dettes de titres	0	0
Versement restant à effectuer sur titres non libérés	1 418	1 418
Créditeurs divers	13 642	10 447
Dettes sociales et fiscales	2 924	3 297
Subvention d'investissement		
Fonds publics affectés	0	
Dettes rattachées		
Total	18 021	15 873

Annexe 29. – Comptes de régularisation - Passif.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes d'encaissement	5 960	912
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écart	0	0
Gains potentiels sur contrats de couverture non dénoués	0	0
Gains potentiels sur contrats de couverture dénoués	0	0
Produits constatés d'avance	127	206
Charges à payer	7 410	5 614
Autres comptes de régularisation	832	10 053
Total	14 329	16 785

Annexe 30. – Synthèse des dépréciations et provisions.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	Autres	2016
Provisions déduites de l'actif :					
Dépréciation sur opérations interbancaires					
Dépréciations pour créances douteuses	31 872	6 286	- 3 064	- 60	35 035
Dépréciations pour risques de marché					
Provisions pour risques pays					
Total des dépréciations	31 872	6 286	- 3 064	- 60	35 035
Provisions de passif :					
Provisions pour risques de contrepartie	18 609	156	- 838		17 927
Provisions pour risques de dépréciation					
Provisions pour charges d'exploitation					
Provisions pour engagements sociaux	1 778	547	0		2 325
Provisions exceptionnelles					
Total des provisions de passif	20 387	704	- 838	0	20 252
Total		6 990	- 3 902		
Effet résultat		3 088			

Annexe 31. – Provisions de passif.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	Autres	2016
Provisions sur engagements hors-bilan :					
Provisions pour risques pays					
Provisions sectorielles	8 292	0	0		8 292
Provisions pour litiges clientèle	137	18	- 137		18
Autres provisions clientèle	7 312	138	- 6		7 445
	15 741	156	- 143		15 754
Provisions pour engagements sociaux :					
CAR					
Indemnités de fin de carrière	456	57	0		514
Médailles du travail	334	163	0		497
FCR					
Mutuelles					
Autres	988	327	0	0	1 315
	1 778	547			2 325
Provisions pour risques de dépréciation :					
Portefeuille titres et instruments financiers à terme					
Immobilisations financières					
Promotion immobilière					
Autres actifs					
Provisions pour charges futures d'exploitation :					
Provisions pour impôts et taxes					
Provisions pour risque crédit - base collective	2 868	0	- 696		2 173
Provisions épargne logement					
Autres provisions d'exploitation					
	2 868	0	- 696		2 173
Provisions exceptionnelles :					
Provisions pour restructurations informatiques					
Provisions pour restructurations exceptionnelles					
Autres provisions exceptionnelles					
Total	20 387	704	- 838		20 252

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans Epargne Logement :

Encours de dépôts collectés (En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)	0	
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans		
Ancienneté de plus de 10 ans		
Encours collectés au titre des Comptes épargne logement		
Total des encours collectés au titre de l'épargne logement		

Encours de crédits octroyés (En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement		
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement		
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement		

Evolution de la provision épargne logement (En milliers d'euros.)	01/01/16	Dotations/reprises	31/12/16
Provisions constituées au titre des PEL ancienneté de moins de 4 ans			
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans			
Ancienneté de plus de 10 ans			
Provisions constituées au titre des plans épargne logement			
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement			
Provisions constituées au titre des crédits PEL			
Provisions constituées au titre des crédits CEL			
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement			
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement			

Annexe 32. – Couverture des encours douteux.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Opérations interbancaires	0	0	0	46	– 46	0
Douteux	0	0	0	46	– 46	0
Douteux compromis						
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	81 538	– 35 315	46 223	78 593	– 31 872	46 721
Douteux	24 422	– 2 374	22 048	28 014	– 2 434	25 580
Douteux compromis	57 116	– 32 941	24 175	50 939	– 29 438	21 501
Portefeuille titres et débiteurs divers			0			0
Douteux			0			0
Douteux compromis			0			0
Total des encours douteux	81 538	– 35 315	46 223	78 639	– 31 918	46 721
Douteux	24 422	– 2 374	22 048	28 060	– 2 480	25 580
Douteux compromis	57 116	– 32 941	24 175	50 939	– 29 438	21 501

Annexe 33. – Dettes subordonnées.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Dettes rattachées		
Total		0

(En milliers d'euros.)	Date émission	Devise	Montant émission	Date échéance	Taux de référence	Capital restant dû	
						31/12/15	31/12/14
Titres participatifs (1)							
Titre participatif CC							
Autres titres subordonnés (2)							
BPCE prêt subordonné							

CREDIT COOP 4.15 % 17/11/16 TSR							
Total			0			0	0
1- Titres participatifs : Ils ne sont pas remboursables sauf au pair en cas de liquidation. Crédit Coopératif se réserve le droit de procéder à des rachats en bourse (OPA) et de proposer l'échange (OPE).							
2- Titres subordonnés : En cas de liquidation, le remboursement des détenteurs de titres participatifs interviendra après les créanciers privilégiés ou chirographaires. Crédit Coopératif se réserve le droit de procéder à des amortissements anticipés par rachats en bourse et la faculté de racheter par voie d'OPA ou d'OPE.							

Annexe 34. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'euros.)	2015	Augmentations	Diminutions	Autres Variations	2016
Fonds de Garantie Mutuel					0
Fonds Régionaux de Solidarité					0
Fonds Général	1 950		0		1 950
Total	1 950	0	0	0	1 950

Annexe 35. – Capitaux propres sociaux.

(En milliers d'euros.)	Capital (1)	Primes d'émission	Prov. réglem. & subv. inv.	Ecart de rééval.	Réserves et report à nouveau	Capitaux propres hors FRBG	FRBG	Capitaux propres
Au 31/12/11 après affectation	50 000	0	1 137	0	59 691	110 828	3 650	114 478
Augmentation de capital								
Ecart de conversion								
Changements de méthode								
Dotation nette aux prov. réglementées			- 363			- 363		- 363
Dotation nette au FRBG							800	800
Autres variations								
Capitaux propres au 31/12/12 avant affectation	50 000		774		59 691	110 465	4 450	114 915
Résultat au 31/12/12					8 130	8 130		8 130
Distribution					- 5 000	- 5 000		- 5 000
Capitaux propres au 31/12/12 après affectation	50 000	0	774	0	62 821	113 595	4 450	118 045
Augmentation de capital								
Ecart de conversion								
Changements de méthode								
Dotation nette aux prov. réglementées			- 168			- 168		- 168
Dotation nette au FRBG							- 600	- 600
Autres variations	4 000	4 404			- 8 450	- 46		- 46
Capitaux propres au 31/12/13 avant affectation	54 000	4 404	606		54 371	113 381	3 850	117 231
Résultat au 31/12/13					8 015	8 015		8 015
Distribution								
Capitaux propres au 31/12/13 après affectation	54 000	4 404	606	0	62 386	121 396	3 850	125 246
Augmentation de capital								
Ecart de conversion								
Changements de méthode								
Dotation nette aux prov. réglementées			- 139			- 139		- 139
Dotation nette au FRBG							100	100
Autres variations	3 000	3 387			- 6 781	- 394		- 394
Capitaux propres au 31/12/14 avant affectation	57 000	7 791	467		55 605	120 863	3 950	124 813
Résultat au 31/12/14					8 102	8 102		8 102
Distribution								
Capitaux propres au 31/12/14 après affectation	57 000	7 791	467	0	63 707	128 965	3 950	132 915
Augmentation de capital								
Ecart de conversion								
Changements de méthode								
Dotation nette aux prov. réglementées			- 244			- 244		- 244
Dotation nette au FRBG							- 2 000	- 2 000
Autres variations	4 000	4 456			- 8 493	- 37		- 37
Capitaux propres au 31/12/15 avant affectation	61 000	12 247	223		55 214	128 684	1 950	130 634
Résultat au 31/12/15					8 010	8 010		8 010
Distribution								
Capitaux propres au 31/12/15 après affectation	61 000	12 247	223	0	63 224	136 694	1 950	138 644
Augmentation de capital								

Ecart de conversion								
Changements de méthode								
Dotation nette aux prov. réglementées			- 223			- 223		- 223
Dotation nette au FRBG							0	
Autres variations	2 000	2 220			- 7 991	- 3 771		- 3 771
Capitaux propres au 31/12/16 avant affectation	63 000	14 467			55 233	132 700	1 950	134 650
Résultat au 31/12/16					8 022	8 022		8 022
Distribution								
Capitaux propres au 31/12/16 après affectation	63 000	14 467	0	0	63 255	140 722	1 950	142 672

Le capital est divisé au 31/12/2016 en 6 300 000 actions de 10 euros chacune entièrement libérées.

Annexe 36. – Affectation du résultat.

Proposition d'affectation du résultat. (En euro.)	Montant
Détermination du résultat à affecter :	
Bénéfice de l'exercice	8 021 980,87
Report à nouveau bénéficiaire	12 595,82
Prélèvement sur la réserve statutaire	
Résultat bénéficiaire à affecter	8 034 576,69
Affectation du résultat bénéficiaire :	
Réserve légale	401 099,04
Réserve statutaire	
Réserve spéciale d'investissement	
Autres réserves	
Dividendes	7 623 000,00
Report à nouveau bénéficiaire	10 477,65
Total	8 034 576,69

Annexe 37. – Engagements de financement.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements de financement donnés :		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle	24 861	21 701
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés	24 861	21 701
Autres engagements		
Total	24 861	21 701
Dont entreprises liées		
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit	5	0
De la clientèle		
Total	5	0

Annexe 38. – Engagements de garantie.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre d'établissements de crédit	15 278	17 455
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		0
Autres garanties	15 278	17 455
D'ordre de la clientèle	2 292 507	2 163 979
Cautions immobilières	32 175	27 892
Cautions administratives et fiscales	386 463	401 646
Autres cautions et avals donnés	13 645	13 241
Autres garanties données	1 860 224	1 721 200
Total	2 307 785	2 181 434

Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	258 366	248 566
Dont entreprises liées		
Dont réseau BPCE		14 330

Annexe 39. – Opérations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
Notionnel et juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes :						
Opérations sur marchés organisés :						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Actifs financiers						
Opérations de gré à gré :						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	5 721		5 721			
Autres contrats à terme						
	5 721		5 721			
Contrats de change à terme :						
Swaps cambistes :						
A recevoir						
A livrer						
Swaps financiers :						
A recevoir						
A livrer						
Autres contrats de change :						
A recevoir						
A livrer						
Total opérations fermes	5 721		5 721			
Opérations conditionnelles :						
Opérations sur marchés organisés :						
Options de taux :						
Achetées						
Vendues						
Options de change :						
Achetées						
Vendues						
Autres options :						
Achetées						
Vendues						
Opérations de gré à gré :						
Options de taux :						
Achetées						
Vendues						
Options de change :						
Achetées						
Vendues						
Autres options :						
Achetées						
Vendues						
Total opérations conditionnelles						
Total instruments financiers et change à terme						

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme ferme, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

Annexe 40. – Classification des instruments financiers à terme par portefeuille.

[illegible]

Swaps de taux	5 721				5 721				
Swaps de taux et de devises									
Autres contrats à terme									
	5 721				5 721				
Opérations conditionnelles :									
Options de taux achetées									
Options de taux vendues									
Total									

Il n'y a pas eu de transferts d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

Annexe 41. – Informations sur opérations de gré à gré.

Informations sur instruments dérivés	2016	Contrats	
		Sur taux d'intérêt	Sur taux de change
Nature des contrats de gré à gré			
Montant notionnel		5 721	
(Dont instruments conditionnels achetés)			
Ventilation par durée résiduelle (hors instruments cond. vendus)			
< 1 an			
< 1 an et > 5 ans			
> 5 ans		5 721	
Coût de remplacement brut			
Positif			
Négatif		1 126	
Risque de crédit potentiel des opérations			

Risques de crédit des contrats négociés de gré à gré	Pondération	Ets. de crédit	Clientèle	BP
		20 %	50 %	0 %
Coût de remplacement brut positif				
Coût de remplacement net positif		1 126		
Risque de crédit potentiel		17		
Equivalent risque de crédit avant sûretés		1 109		
Sûretés				
Equivalent risque de crédit après sûretés		1 109		

Annexe 42. – Intérêts, produits et charges assimilés.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	5 903	– 74	5 829	6 646	– 220	6 427
Opérations avec la clientèle	35 825	– 843	34 982	36 027	– 1 646	34 381
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	– 619	– 619	0	– 729	– 729
Dettes subordonnées	718	0	718	150	0	150
Autres			0	0	0	0
Total	42 447	– 1 536	40 911	42 824	– 2 595	40 229

Annexe 43. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location financière						
Loyers		////////	0		////////	
Résultats de cession			0			
Dépréciation			0			
Amortissement	////////		0	////////		
Autres produits et charges			0			
	0	0	0	0	0	0
Opérations de location simple						
Loyers			0			0
Résultats de cession			0			0

Dépréciation			0			0
Amortissement			0			0
Autres produits et charges			0			0
Total	0	0	0	0	0	0

Annexe 44. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dividendes reçus sur titres de placement	0	0
Dividendes reçus sur titres de l'activité de portefeuille	0	0
Dividendes reçus sur titres de participation et assimilés	1 793	1 067
Total	1 793	1 067

Annexe 45. – Résultat sur portefeuille de placement.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0	0	0	- 56	- 4	- 60
Reprises de dépréciations	57	0	57			0
Moins-values de cession	0	0	0			0
Plus-values de cession	0	0	0			0
Autres éléments	0	0	0			0
Total	57	0	57	- 56	- 4	- 60

Annexe 46. – Commissions.

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	0				0
Opérations sur moyens de paiement	- 378	755	377	- 376	692	316
Opérations avec la clientèle	- 1	14 992	14 991	- 1	12 419	12 418
Opérations sur titres	0	19	19	- 2	17	15
Opérations de change	0	0				0
Engagements hors-bilan						0
Prestations de services financiers	- 63	2 864	2 802	- 36	2 427	2 391
Activités de conseil		0				0
Total	- 441	18 630	18 188	- 415	15 555	15 139

Annexe 47. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	1	0
Instruments financiers à terme	0	0
Total	1	0

Annexe 48. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Quote-part d'opérations faites en commun		
Refacturations de charges et produits bancaires		
Activités immobilières		
Prestations de services informatiques		
Autres activités diverses	800	99
Autres produits et charges accessoires	- 630	- 367
Total	170	- 268

Annexe 49. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	- 8 632	- 9 289

Charges de retraite et assimilées	– 1 249	– 1 303
Autres charges sociales	– 5 561	– 5 723
Crédit Impôt Compétitivité Emploi	244	243
Intéressement des salariés	– 611	– 580
Participation des salariés	– 608	– 560
Impôts et taxes liés aux rémunérations	– 2 260	– 2 593
Sous total « Frais de personnel »	– 18 677	– 19 806
Autres charges d'exploitation :		
Impôts et taxes	– 1 432	– 1 374
Autres charges générales d'exploitation	– 25 049	– 21 418
Sous total « Autres charges d'exploitation »	– 26 481	– 22 792
Total	– 45 158	– 42 598

Annexe 50. – Charges de retraites et assimilées.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(En milliers d'euros.)	Retraites	Autres engags	31/12/16	Retraites	Autres engags	31/12/15
Valeur actualisée des engagements financés (a)	1 708	1 002	2 709	1 472	824	2 296
Juste valeur des actifs du régime (b)	848	505	1 352	825	491	1 316
Juste valeur des droits à remboursement (c)						
Valeur actualisée des engagements non financés (d)						
Elts non encore reconnus : écarts actuariels et coûts des services passés (e)	346		346	192		192
Solde net au bilan (a) - (b) - (c) + (d) - (e)	514	497	1 010	455	333	788
Passif	514	497	1 010	455	333	788
Actif						

Analyse de la charge de l'exercice :

(En milliers d'euros.)	31/12/16			31/12/15		
	Retraites	Autres engagements	Total	Retraites	Autres engagements	Total
Coût des services rendus de la période	102	71	173	103	69	172
Coût financier	31	11	42	25	12	37
Rendement attendu des actifs de couverture	– 12	– 5	– 17	– 16	– 8	– 24
Rendement attendu des droits à remboursement						0
Ecarts actuariels : amortissement de l'exercice	2	124	127		– 6	– 6
Coût des services passés	– 66	– 38	– 104	– 221	– 46	– 267
Autres	0	0	0			0
Total	57	163	221	– 109	21	– 88

Principales hypothèses actuarielles :

(En pourcentage.)	Retraites		Autres engagements	
	31/12/16	31/12/15	31/12/16	31/12/15
Taux d'actualisation	1,44 %	2,04 %	0,97 %	1,60 %
Rendement attendu des actifs de couverture	1,44 %	2,20 %	0,97 %	2,20 %
Rendement attendu des droits à remboursement				

Annexe 51. – Coût du risque.

(En milliers d'euros.)	2016					2015				
	Dépréciations	Reprises nettes de dépréciations	Pertes non couvertes par provisions	Récupérations sur créances amorties	Net	Dépréciations	Reprises nettes de dépréciations	Pertes non couvertes par provisions	Récupérations sur créances amorties	Net
Dépréciations affectées										
Encours interbancaires		46			46					
Encours sur la clientèle	– 7 542	3 064	– 299	22	– 4 755	– 7 398	3 972	– 30	42	– 3 414
Titres et débiteurs divers	– 105				– 105					
	– 7 647	3 109	– 299	22	– 4 815	– 7 398	3 972	– 30	42	– 3 414
Provisions										
Engagements hors-bilan	– 138	701			563	– 2 109	500			– 1 610
Provisions générales	0					0				

Provisions risques-pays										
	- 138	701			563	- 2 109	500			- 1 610
Total coût du risque	- 7 785	3 810	- 299	22	- 4 252	- 9 507	4 471	- 30	42	- 5 023
Dont :										
Reprises de dépréciations devenues sans objet		2 846					2 297			
Reprises de dépréciations utilisées		964					2 174			
Total reprises		3 810					4 471			
Pertes couvertes par des provisions		- 964					- 2 174			
Reprises nettes		2 846					2 297			

Annexe 52. – Résultat exceptionnel.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2016.

Annexe 53. – Impôt sur les bénéfices.

L'impôt sur les bénéfices s'élève à un montant de 3 432 m€.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016		
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	9 736		
Au titre du résultat exceptionnel			
Imputation des déficits :			
Bases imposables			
Impôt correspondant	3 245		
+ Contributions 3,3 %	82		
+ Majoration de 10,7 % (loi de Finances rectificative 2014)			
- Déductions au titre des crédits d'impôts	- 4		
Impôt comptabilisé	3 323		
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales			
Provisions pour impôts	108		
Total	3 432		

Annexe 54. – Implantations dans les pays non coopératifs.

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Au 31 décembre 2016, l'établissement n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

V. — Renseignements concernant les filiales et les participations exercice 2016.
(En euros.)

Sociétés ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts & avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A) Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :										
I - Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)										
II - Participation (10 % à 50 % du capital détenu par la société) :										
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	18 892 334		40,63 %	15 685 788	15 685 788			2 818 195	664 313	1 180 043
GIE USCC	9 000 000		15,39 %	1 385 370	1 385 370			49 245 462	128 117	
CGI BATIMENT	20 887 500		22,27 %	4 650 647	4 650 647			16 660 302	3 968 000	558 078

B) Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :									
<i>I - Filiales non reprises au A :</i>									
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)									
BTP CAPITAL CONSEIL	37 000		80,00 %	29 600	29 600		53 000	4 195	
SAS TASTA	37 000		70,00 %	25 900	25 900		1 262 439	12 477	
BTP CAPITAL ETUDE	5 000		60,00 %	3 000	3 000		147 512	37 055	
<i>II. Participations non reprises au A :</i>									
a) Sociétés françaises ensemble				993 069	877 128				
b) Sociétés étrangères									

VI. — Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

	2012	2013	2014	2015	2016
Capital :					
Capital social	50 000 000	54 000 000	57 000 000	61 000 000	63 000 000
Nombre d'actions existantes	5 000 000	5 400 000	5 700 000	6 100 000	6 300 000
Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	58 068 731	59 339 743	61 259 341	59 551 206	63 726 555
Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	14 914 069	9 539 765	13 866 812	11 378 450	14 993 665
Impôts sur les bénéfices	4 063 378	4 128 629	4 277 799	2 451 295	3 431 817
Participation des salariés au titre de l'exercice	653 225	654 310	663 246	560 468	613 639
Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	8 130 199	8 014 698	8 101 938	8 010 040	8 021 981
Résultat distribué	13 450 000	6 426 000	8 493 000	7 991 000	7 623 000
Résultats par action :					
Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	2,98	1,77	2,43	1,87	2,38
Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	1,63	1,48	1,42	1,31	1,27
Dividende attribué à chaque action (1)	2,69	1,19	1,49	1,31	1,21
Personnel :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	271	261	265	269	265
Montant de la masse salariale	11 342 320	11 956 590	12 707 319	13 616 220	12 968 350
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sté Sociale, Euv. Soc.)	8 181 852	9 298 813	9 698 818	10 516 961	10 045 434
<i>(1) Sous réserve de l'approbation de l'A.G.O.</i>					

Le capital est divisé au 31/12/2016 en 6 300 000 actions de 10 euros chacune entièrement libérées.

VII. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à :

Bénéfice de l'exercice	8 021 980,87 €
Report à nouveau	12 595,82 €
Total du bénéfice distribuable	8 034 576,69 €
Réserve légale	401 099,04 €
Dividendes	7 623 000,00 €
Le solde mis en report à nouveau	10 477,65 €

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividendes	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 % (art. 158, 3, 2° du CGI)
2013	6.426.000 €	100 %
2014	8.493.000 €	100 %
2015	7.991.000 €	100 %

VIII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2016.

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de BTP Banque S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables :

– Provisionnement des risques de crédit : Comme indiqué dans la note II.2.4 de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

– Valorisation des titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme par votre société sont évalués à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note II.2.4 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

– Valorisation des autres titres et des instruments financiers : Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers. Les notes II.2.4 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

– Provisionnement des engagements sociaux : Votre société constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes II.2.5 et Annexe 50 de l'annexe.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 28 avril 2017,
KPMG Audit FS I,
Xavier DE CONINCK,
Associé ;

Paris, le 28 avril 2017,
SOFIDEEC Baker Tilly,
Cyrille BAUD
Associé.

IX. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

En application de l'article L.225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé :

* Convention prêt à usage entre BTP Banque et BTP Capital Conseil :

— Date d'autorisation par le Conseil de surveillance : le 20 septembre 2016.

— Personnes concernées :

- Madame Emmanuelle Gasnot, représentante permanente de BTP Capital Conseil au Conseil de Surveillance de BTP Banque et Directrice Générale de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Stéphane Currenti, représentant permanent de BTP Capital Investissement au Conseil de Surveillance de BTP Banque et représentant permanent de BTP Capital Investissement au Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- BTP Capital Investissement, membre du Conseil de Surveillance de BTP Banque et membre du Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Claude Lavis, Président du Directoire de BTP Banque et Président du Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Bernard Pages, membre du Directoire et Directeur Général de BTP Banque et représentant permanent de BTP Banque au Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil.

— Objet de la convention : Mise à disposition à titre gratuit d'un espace de bureaux sur le site de 48, rue La Pérouse 75016 Paris.

— Effet au 31/12/2016 : locaux mis à disposition à titre gratuit depuis le 1^{er} avril 2016.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société prévus par l'article L.225-86 du Code de commerce.

* Convention de distribution OCPVM/FIA entre BTP Banque et Ecofi-Investissements :

— Date d'autorisation par le Conseil de surveillance : le 20 septembre 2016.

— Personnes concernées :

- Crédit Coopératif, membre du Conseil de Surveillance et actionnaire à plus de 10 % de BTP Banque et membre du Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements et actionnaire à plus de 10 % d'Ecofi Investissements,
- Monsieur Jean-Louis Bancel, Président du Conseil de Surveillance de BTP Banque et Président du Conseil d'Administration de Crédit Coopératif,
- Monsieur Claude Lavis, Président du Directoire de BTP Banque et représentant permanent de BTP Banque au Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Fédération Française du Bâtiment, membre du Conseil de Surveillance de BTP Banque et membre du Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Monsieur Jacques Chanut, Vice-Président et co-Président du Conseil de Surveillance de BTP Banque et représentant permanent de la Fédération Française du Bâtiment au Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Madame Christine Jacglin, Directrice Générale de Crédit Coopératif, représentante permanente de Crédit Coopératif au Conseil de Surveillance de BTP Banque et représentante permanente de Crédit Coopératif au Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- BTP Capital Conseil, membre du Conseil de Surveillance de BTP Banque et membre du Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Madame Emmanuelle Gasnot, représentante permanente de BTP Capital Conseil au Conseil de Surveillance de BTP Banque et représentante permanente BTP Capital Conseil au Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Monsieur Bernard Pages, Membre du Directoire et Directeur Général de BTP Banque et représentant permanent d'Inter-Coop au Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Monsieur Norbert Monti, représentant permanent de Congés Intempéries BTP Union des Caisses de France au Conseil de Surveillance de BTP Banque et Président du Conseil de Surveillance d'Ecofi Investissements,
- Monsieur Christophe Couturier, représentant permanent d'Ecofi Investissements au Conseil de Surveillance de BTP Banque et membre du Directoire et Directeur Général d'Ecofi Investissements.

— Nature et objet : Commercialisation des parts ou actions d'OPCVM/FIA gérés par Ecofi Investissements par BTP Banque auprès de la clientèle de son réseau. Cette convention remplace la convention de distribution d'OPCVM FIA entre BTP Banque et ECOFI Investissements préalablement autorisée par votre Conseil de Surveillance le 9 septembre 2015.

— Modalités : Au titre de cette convention, BTP Banque percevra une commission sur les frais de gestion réels acquis par Ecofi Investissements, nets de rétrocessions à des tiers, de frais de fonctionnement et, le cas échéant, de frais de garantie, et hors commission de gestion variable et commission de mouvement. Cette commission sera calculée sur la base des encours moyens pondérés générés par BTP Banque dans les OPCVM/FIA selon une approche « net new cash » (prenant en compte les éventuels rachats durant la période considérée par les clients concernés). Le taux de commissionnement est de 30 %.

BTP Banque pourra prétendre, conformément à la réglementation en vigueur, à toute quote-part de son choix sur les droits d'entrée (commission de souscription non acquise à l'OPCVM/FIA) éventuellement prévus au prospectus de chaque OPCVM/FIA et ce au titre de la souscription de de ses clients.

Effet au 31/12/2016 : BTP Banque a facturé à Ecofi-Investissements la somme de 445 257 €.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société prévus par l'article L.225-86 du Code de commerce.

* *Conventions et engagements non autorisés préalablement* : En application des articles L.225-90 et L.823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

* Convention de subvention d'équilibre entre BTP Banque et BTP Capital Conseil :

— Date d'autorisation par le Conseil de Surveillance : 28 mars 2017.

— Personnes concernées :

- Madame Emmanuelle Gasnot, représentante permanente de BTP Capital Conseil au Conseil de Surveillance de BTP Banque et Directrice Générale de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Stéphane Currenti, représentant permanent de BTP Capital Investissement au Conseil de Surveillance de BTP Banque et représentant permanent de BTP Capital Investissement au Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- BTP Capital Investissement, membre du Conseil de Surveillance de BTP Banque et membre du Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Claude Lavis, Président du Directoire de BTP Banque et Président du Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil,
- Monsieur Bernard Pages, membre du Directoire et Directeur Général de BTP Banque et représentant permanent de BTP Banque au Conseil d'Administration de BTP Capital Conseil.

— Nature et objet : Convention de subvention d'équilibre entre BTP Banque et BTP Capital Conseil,

— Modalités : Votre société a accordé à BTP Capital Conseil une subvention d'un montant de 248 000 € afin de couvrir les charges fixes de cette dernière.

— Effet : Au titre de cette convention, BTP Banque a comptabilisé une charge de 248 000 € au 31 décembre 2016.

Le Conseil de Surveillance n'a pas été en mesure de se réunir préalablement à la conclusion de cette convention.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 28 mars 2017, votre Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

En application de l'article R.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

* Convention pour la réalisation d'opérations de partenariats publics privés avec Bati Lease : BEA Poitiers et BEA La Gresle :

— Date d'autorisation par le Conseil de Surveillance : 13 décembre 2012.

— Nature et objet : Dans le cadre de ces deux projets, Bati Lease porte les opérations et assure la gestion des dossiers en phase de construction (suivi des chantiers, paiement des situations de travaux en fonction de l'avancement des opérations, gestion des contrats de crédit avec BTP Banque...) et en phase d'exploitation (facturation des loyers, de maintenance, gestion des contrats...).

— Modalités : Pour assurer cette prestation, BTP Banque verse à Bati Lease une commission de gestion et une rémunération au titre du suivi des travaux en phase de construction.

— Effet : Dans le cadre du suivi des travaux en phase de construction sur le dossier « La Gresle », la commission de suivi des travaux au titre de 2016 a été facturée pour 30 000 € HT.

* Convention de gestion de trésorerie avec Crédit Coopératif :

— Date d'autorisation : Conseil de Surveillance du 17 septembre 2008.

— Nature et objet : BTP Banque a conclu en 2008 une convention de délégation de la gestion de sa trésorerie avec Crédit Coopératif.

— Modalités : BTP Banque délègue à Crédit Coopératif pour 3 ans renouvelables tacitement diverses prestations dans le cadre de la gestion de sa trésorerie.

— Effet : BTP Banque a comptabilisé une charge de 220 000 € sur l'exercice 2016.

* Convention de maintien du ratio de solvabilité de BTP Banque avec Crédit Coopératif :

— Date d'autorisation : Conseil de Surveillance du 1^{er} décembre 2010,

— Nature et objet : Engagement de Crédit Coopératif à maintenir le ratio de solvabilité de BTP Banque.

— Modalités : Crédit Coopératif s'engage à maintenir le ratio de solvabilité de BTP Banque à un pourcentage au moins égal au pourcentage réglementaire qui serait appliqué à BTP Banque sur base individuelle, majoré de 1 %.

— Effet : Cette convention n'a pas été mise en jeu sur l'exercice 2016.

* Bail commercial conclu avec la SCI 48 rue La Pérouse :

— Date d'autorisation : Conseil de Surveillance du 21 septembre 2011.

— Nature et objet : Dans le cadre d'un contrat de bail commercial, la SCI 48 rue La Pérouse facture à BTP Banque un loyer et des charges locatives. Le bail est consenti pour une durée de neuf années qui ont commencé à courir le 1^{er} juillet 2012 pour expirer le 30 juin 2021.

— Modalités : BTP Banque s'engage à payer à la SCI 48 rue La Pérouse un loyer annuel, des charges, des prestations et des taxes locatives.

— Effet : Pour l'année 2016, le montant des loyers facturés s'élève à 916 304,70 € HT et le montant des charges locatives s'élève à 35 319,99 € HT.

Paris La Défense, le 28 avril 2017,
KPMG Audit,
Département de KPMG S.A.,
Xavier DE CONINCK,
Associé,

Paris, le 28 avril 2017,
SOFIDEEC Baker Tilly,

Cyrille BAUD,
Associé.

X. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 48, rue de La Pérouse, 75016 Paris.

1703527